

UNION EUROPÉENNE / SAHARA OCCIDENTAL

Le coup de gueule de F. Bastagli, ex-chef de la Minurso

Au Parlement européen (PE) ou à IPC (International Press Center), Francesco Bastagli, ex-envoyé spécial au Sahara Occidental et ex-chef de la Minurso, a défini une feuille de route crédible, réaliste et tenable pour la solution du conflit sahraoui.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

«Tout d'abord, estime-t-il, il faut confier la gestion du dossier à un pays neutre, un pays scandinave peut-être celui-là». «Parce que, dit-il, les pays qui s'occupent de la question sahraouie, actuellement, ont des intérêts, ils ne peuvent pas faire avancer les choses». La pique est directe. Franche, elle vise, évidemment, la France et l'Espagne.

Sur la mission de Christopher Ross, le nouveau représentant du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental, que

F. Bastagli connaît «parfaitement», il «se rendra dans la région au mois de mars et les négociations reprendront».

Pour autant, «Christopher Ross n'acceptera pas que les choses durent indéfiniment».

«Au bout de quelques réunions, est convaincu F. Bastagli, Ross tranchera». Cependant, l'ex-chef de la Minurso est «pessimiste» quant aux chances de «réussite» de C. Ross.

D'où, selon lui, la possibilité «d'envisager des alternatives». Parmi elles, «une gestion intérimaire du territoire sahraoui». «Ce qui —



Francesco Bastagli (à gauche).

et c'est un atout pour l'avancement du processus de paix — rétablirait une situation de légalité et permettrait aux réfugiés qui sont en Algérie de regagner leur territoire». Selon lui, «les Sahraouis sont déçus par

l'inertie de la communauté internationale».

«Ils ont un droit, relève-t-il, celui de l'autodétermination, mais ils n'en jouissent pas à cause de l'inertie de la communauté internationale».

Dans l'intervalle, F. Bastagli considère que l'Union européenne doit «impérativement» exclure le territoire du Sahara Occidental de l'accord de pêche qu'elle a signé avec le Maroc et du «statut de

pays avancé» qu'elle compte accorder à ce pays.

L'ONU pour ce qui la concerne est en droit d'exercer de fortes «pressions» sur Rabat pour le contraindre à respecter «la légalité internationale» et «ses propres engagements».

Signalons que Francesco Bastagli avait démissionné avec fracas de son poste de chef de la Minurso (2007) pour protester contre «l'inertie» présidant au traitement du dossier sahraoui.

Le coup de gueule bruxellois de ce diplomate hors pair est-il le signe d'une évolution positive dans la recherche d'une solution au drame vécu par le peuple des Ténébres ?

Possible, vu l'amitié qui lie F. Bastagli à Christopher Ross, le nouvel émissaire onusien pour la région, et la grande considération que voue James Baker, l'homme qui a failli débloquer la situation, à ce diplomate italien, talentueux, atypique et hardi...

A. M.

DARFOUR

Le Tchad dément les accusations soudanaises

Le Tchad a «catégoriquement» démenti hier les accusations soudanaises qui reprochent à N'Djamena d'avoir apporté un soutien logistique au JEM (Mouvement pour la justice et l'égalité), un mouvement rebelle armé du Darfour (ouest du Soudan).

«Le gouvernement du Tchad dément catégoriquement toute implication dans les affrontements internes du Soudan et s'étonne de cette relation que Khartoum essaie d'établir entre le Tchad et des événements dont les leçons ont déjà été tirées au Soudan et les protagonistes clairement identifiés» indique le gouvernement dans un communiqué.

Le ministre soudanais de l'Information, Kamal Obeid, a accusé jeudi l'armée tchadienne d'avoir ravitaillé le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM) à proximité d'El-Facher, chef-lieu du Darfour-Nord, et à Mouhajariya, deux secteurs où des combats ont eu lieu cette semaine entre les rebelles et les forces gouvernementales soudanaises.

Pour N'Djamena, «le régime soudanais, dont les projets de déstabilisation

contre le Tchad ont été confirmés par les nouveaux plans dictés à ses suppôts réunis récemment à Khartoum, tente à présent de brouiller les pistes concernant ses desseins belliqueux en donnant une nouvelle interprétation à des incidents armés survenus sur son territoire», selon le communiqué.

Le Tchad accuse le Soudan d'être derrière la création de l'Union des forces

de la résistance (UFR), mouvement réunissant les principales fac-

tions rebelles, créée le 18 janvier.

Le Tchad et le Soudan, qui entretiennent des relations difficiles, s'accusent mutuellement de soutenir des rébellions chez leurs voisins.

Le Soudan avait rompu en mai ses relations diplomatiques avec le Tchad après une attaque éclair de rebelles du Darfour qui étaient arrivés jusqu'aux portes de Khartoum, affirmant que N'Djamena était derrière ce raid.

Le Soudan et le Tchad ont renoué le 9 novembre leurs relations diplomatiques avec échange d'ambassadeurs.

DEUX MOIS APRÈS L'ANNULATION DU PRÉCÉDENT

Vers un nouveau sommet UE-Chine

La Chine et l'UE sont d'accord pour tenir un nouveau sommet bilatéral «bientôt», ont annoncé hier le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, deux mois après l'annulation du précédent à cause du Tibet.

«Nous sommes convenus de tenir un nouveau sommet bientôt», même si la date n'en a pas encore été précisément fixée, a déclaré M. Barroso lors d'un point de presse commun avec le Premier ministre chinois.

Ce dernier a confirmé qu'il y avait eu «un accord

pour qu'un sommet UE-Chine puisse être organisé prochainement».

Les deux dirigeants ont également annoncé la réunion d'un forum de haut niveau en avril sur les questions commerciales, souvent délicates entre l'UE et la Chine, avec des accusations européennes de

dumping de produits chinois.

Neuf accords de coopération ont, par ailleurs, été signés hier par les

dirigeants européens et chinois, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'exploitation forestière et de la propriété intellectuelle — un sujet sur

lequel les Européens ont eu parfois du mal à coopérer avec Pékin.

L'annonce de la tenue d'un nouveau sommet devrait confirmer la fin de deux mois de relations difficiles entre l'UE et la Chine. Pékin avait annulé le

sommet prévu le 1^{er} décembre en France en raison d'une rencontre entre le président français Nicolas Sarkozy, alors président en exercice de l'UE, et le dalaï-lama.

Le Premier ministre chinois n'a rien dit sur le Tibet, préférant insister sur la nécessité d'une coopération renforcée avec l'Europe face à la crise économique et financière qui touche les deux partenaires.

«Par cette visite, je veux apporter aux gouvernements et aux peuples européens la confiance, l'espoir et la force, car je crois que tant que la Chine et l'UE marchent main dans la main, nous pourrions surmonter la crise financière et traverser cette période difficile», a-t-il assuré.

SRI LANKA

Colombo demande à exercer des pressions sur les Tamouls pour l'évacuation des civils des zones de combat

Le Sri Lanka a appelé la communauté internationale à exercer des pressions sur les séparatistes des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) pour qu'ils permettent aux civils de quitter les zones de combat dans le nord du pays.

«Nous appelons nos amis internationaux à demander aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) de nous aider à prendre soin des civils», a déclaré Mahinda Samarasinghe, ministre des Droits de l'homme, hier à Colombo.

La déclaration de M. Samarasinghe intervient après que le président sri-lankais Mahinda Rajapaksa eut demandé jeudi dernier aux rebelles de permettre aux civils de quitter la zone de combat. Le gouvernement accuse les rebelles d'utiliser la population civile comme bouclier humain. Depuis la reprise des combats à l'automne 2007 dans le nord du pays, les troupes sri-lan-

kaises traquent 2.000 Tigres tamouls dans la région où vivent entre 150 000 et 300 000 civils.

Ces habitants paient un lourd tribut aux bombardements, soit des Tigres, soit de l'armée, déplorent des agences humanitaires.

Au moins 250 personnes ont été tuées et plus de 1 000 hospitalisées depuis le 1^{er} janvier, a affirmé un responsable des services de santé locales.

«Les terribles accrochages ce mois-ci ont fait des centaines de victimes civiles et une crise humanitaire majeure est en cours dans cette région», s'est alarmé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève.

Pour l'instant, seule une équipe de l'ONU a réussi jeudi passé à évacuer du nord-est 350 personnes grièvement blessées, parmi lesquelles 50 enfants, a indiqué le porte-parole des Nations unies à Colombo, Gordon Weiss.

AFGHANISTAN

Quatre talibans tués lors d'une opération menée par la coalition à Kandahar

Quatre talibans ont été tués et huit autres arrêtés lors d'une opération menée par la coalition, sous commandement américain à Kandahar dans le sud de l'Afghanistan, a indiqué hier une source militaire.

Dans un communiqué, la coalition a indiqué que des hommes armés «se sont barricadés dans une maison, ils ont refusé de se rendre, alors les forces de la coalition les ont attaqués, tout en prenant soin de sauvegarder les femmes et les enfants». Quatre talibans ont été tués et huit autres se sont rendus, a précisé le communiqué, assurant que ces hommes étaient «connus pour être les organisateurs d'attentats visant les forces afghanes et étrangères».

De leur côté, des habitants du village de la province de Kandahar où s'est déroulée l'opération ont affirmé que les personnes tuées étaient des civils.

Par ailleurs, cette opération a permis, selon la coalition, de démanteler un groupe armé, chargé de fabriquer des explosifs et de perpétrer des attentats à la bombe.